

Affaire DONNAT : Le Cercle algérieniste dénonce les manipulations politiques visant à jeter le discrédit sur les milliers de Français disparus en Algérie.

C'est en présence de plus de 200 personnes dont de nombreux membres de familles de Disparus que le Cercle algérieniste a tenu le 1^{er} mars 2008 à Perpignan une conférence de presse en réaction aux propos insupportables de monsieur Yvan DONNAT concernant le Mémorial des Disparus.

Le Cercle algérieniste a rappelé que ce Mémorial inauguré le 25 novembre dernier en présence de plus de 8000 personnes dont 1200 appartenaient à des familles de Disparus, a pour vocation d'offrir un tombeau symbolique aux milliers de leurs proches enlevés par le FLN pendant la guerre d'Algérie et dont le corps n'a jamais été retrouvé à ce jour.

Le Cercle algérieniste rappelle que l'inscription des noms des Disparus sur le Mémorial est conforme à la liste des Disparus établie et rendue publique par le Ministère des Affaires étrangères depuis 2004 et sur laquelle la famille DONNAT figurait bien jusqu'au 25 février 2008.

Le Cercle algérieniste constate que non seulement la disparition de la famille Donnat a bien été déclarée en 1962 mais que depuis la publication de cette liste par l'Etat, cette même famille ne s'était pas manifestée auprès de celui-ci pour faire supprimer toutes mentions les concernant.

Cette affaire est en fait la triste illustration d'une manipulation politique orchestrée par monsieur Donnat et ses amis du Parti Communiste dont il se réclame qui vise ni plus ni moins qu'à jeter l'opprobre et le discrédit sur des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants innocents, victimes de la terreur du FLN auprès duquel la famille DONNAT s'était engagée.

Si nous nous réjouissons de constater que cette famille ne figure pas au nombre des disparus, il n'en est pas de même pour des milliers de nos compatriotes pour lesquels monsieur Donnat n'a eu aucun mot de compassion mais à l'endroit desquels il a tenu des propos inacceptables qui ont profondément blessé les familles.

"Les Français d'Algérie qui ont vécu ce martyr ont droit 46 ans après, à un légitime hommage" a tenu à préciser Thierry Rolando, président national du Cercle algérieniste. "Ce drame, même si son évocation gêne certains, ne peut être le dernier tabou de la guerre d'Algérie. Il est grand temps que l'Etat prenne la mesure du drame en ouvrant toutes ses archives civiles et militaires, en favorisant la création d'une commission d'enquête associant les victimes et en engageant l'Algérie à accomplir elle aussi son chemin de vérité."

A l'issue de cette conférence, les centaines de personnes présentes brandissant les portraits des disparus ont observé une minute de silence en mémoire des victimes de ces enlèvements en les associant à celles de tous les totalitarismes.